

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[2006/203040]

Extrait de l'arrêt n° 137/2006 du 14 septembre 2006

Numéro du rôle : 3764

En cause : le recours en annulation des articles 52, 54, 55, 87 et 138 du décret-programme de la Région wallonne du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, introduit par l'ASBL Inter-Environnement Wallonie.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 31 août 2005 et parvenue au greffe le 1^{er} septembre 2005, l'ASBL Inter-Environnement Wallonie, dont le siège social est établi à 5000 Namur, boulevard du Nord 6, a introduit un recours en annulation des articles 52, 54, 55, 87 et 138 du décret-programme de la Région wallonne du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative (publié au *Moniteur belge* du 1^{er} mars 2005).

Le Gouvernement wallon a introduit un mémoire, la partie requérante a introduit un mémoire en réponse et le Gouvernement wallon a également introduit un mémoire en réplique.

Par ordonnance du 1^{er} mars 2006, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 22 mars 2006 après avoir invité la partie requérante à s'exprimer dans un mémoire complémentaire à introduire le 17 mars 2006 au plus tard - et dont elle en enverra une copie à l'autre partie dans le même délai - sur l'incidence sur son recours de la modification de l'article 127, § 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine par l'article 5 du décret du 27 octobre 2005 modifiant les articles 6, 21, 110bis et 127 de ce Code.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la demande de désistement partiel et à la portée du recours

B.1. Par lettres recommandées à la poste du 20 septembre 2005 et du 26 octobre 2005, l'association requérante a porté à la connaissance de la Cour qu'elle se désistait du recours introduit en ce qu'il concernait les articles 52 et 54 et l'article 138 du décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative.

B.2. Rien n'empêche la Cour de décréter le désistement. Elle n'examine donc le recours qu'en tant qu'il vise les articles 55 et 87 du décret-programme précité.

Quant aux modifications apportées au CWATUP par le décret-programme du 3 février 2005

B.3. En insérant, dans le décret-programme du 3 février 2005 précité, un chapitre consacré aux modifications du CWATUP, la Région wallonne a voulu, de manière générale, selon les travaux préparatoires, « supprimer les entraves administratives à la création d'activités ». Les objectifs exposés par le Ministre du Développement territorial sont ainsi définis : « renouveler le CWATUP », « maîtriser l'évolution du paysage », « simplifier les outils de conception de l'aménagement », « accélérer les procédures de réalisation de grandes infrastructures », « mettre à disposition des zones urbanisables destinées aujourd'hui à l'aménagement différé », « accélérer les procédures d'octroi des permis », « assurer la sécurité juridique », « protéger les fonctions faibles » et « renforcer la participation des citoyens », et, enfin, permettre à l'autorité de recours de « vivre les recours de manière proactive » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2004-2005, n° 74-1, projet de décret-programme, exposé des motifs, p. 1, et n° 74-45, rapport, pp. 13-15).

Quant à l'article 55 attaqué

B.4.1. Avant sa modification par l'article 55 du décret-programme de la Région wallonne du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, l'article 34 du CWATUP disposait :

« La zone d'aménagement différé à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées à l'article 30, alinéa 2, ou à l'article 31.

Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

La mise en œuvre de la zone d'aménagement différé à caractère industriel est subordonnée à l'existence d'un plan communal d'aménagement couvrant la totalité de la zone.

A défaut, la zone d'aménagement différé à caractère industriel ne peut être mise en œuvre ».

B.4.2. L'article 55 attaqué du décret-programme précité du 3 février 2005 remplace l'article 34 du CWATUP par la disposition suivante :

« La zone d'aménagement différé à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées à l'article 30 et à l'article 31, à l'exception des activités agroéconomiques de proximité et des activités de grande distribution.

Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

La mise en œuvre de la zone d'aménagement différé à caractère industriel est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes ».

B.4.3. Cette disposition a, dans l'exposé des motifs, été justifiée comme suit :

« Il est proposé de convertir, par la voie décrétales, les zones d'aménagement différé à caractère industriel en zones d'activité économique mixte et en zones d'activité économique industrielle. En fonction de sa localisation et du voisinage, toute zone pourra, par ailleurs, revêtir un caractère mixte et être divisée en 'sous-zones' et ainsi permettre l'accueil d'activités industrielles et artisanales. En tout état de cause, les activités agroéconomiques de proximité et les activités de grande distribution ne pourront y être admises.

Le choix quant à l'une ou l'autre option contenue à l'article 30 du Code sera opéré de façon définitive par l'opérateur économique lors du dépôt de sa demande relative à la création des infrastructures liées à la mise en œuvre de la zone elle-même. Son choix sera déterminé en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes.

Cette mesure permettra de libérer des espaces urbanisables en vue de développer les activités de petites et moyennes entreprises, voire d'accueillir des pôles industriels performants et créateurs d'emplois, mais aussi d'assurer le positionnement stratégique de la Région wallonne au sein de l'Union européenne, et ce, dans le respect du principe de la gestion parcimonieuse du sol et de protection de la fonction faible qui caractérise, en matière d'aménagement du territoire, l'ensemble des zones non urbanisables » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2004-2005, n° 74-1, p. 28).

B.5. La partie requérante reproche à la disposition décrétales attaquée de supprimer le plan communal d'aménagement (PCA) en tant qu'instrument de mise en œuvre de la zone d'aménagement différé à caractère industriel (ZADI) et de n'y substituer aucun document équivalent. Cette suppression et cette omission constitueraient une régression dans les garanties procédurales et violeraient ainsi l'obligation de *standstill* en matière de droit à un environnement sain tel qu'il est garanti par l'article 23 de la Constitution. En outre, les articles 10 et 11 de la Constitution seraient aussi violés, dans la mesure où les habitants concernés par une ZADI ne bénéficieraient pas d'un aménagement normatif et réglementaire de ce territoire, ni d'aucune évaluation environnementale des mesures de programmation de ladite zone ni, enfin, d'aucune participation du public dans la définition de l'aménagement de cette zone.

B.6. Il résulte de l'article 55 attaqué du décret-programme que, contrairement à sa dénomination, l'aménagement de la zone « d'aménagement à caractère différé » n'est plus différé : en effet, la mise en œuvre de la zone n'est plus subordonnée, comme le prévoyait l'article 34 du CWATUP avant sa modification par l'article 55 du décret attaqué, à l'approbation d'un plan communal d'aménagement et n'est pas subordonnée à l'adoption d'un document équivalent. Par ailleurs, la vocation de cette zone qui, comme avant cette modification, reste destinée à l'urbanisation à caractère économique, est étendue à toutes les activités économiques, non seulement industrielles, mais aussi à l'artisanat, aux services, à la distribution, à la recherche, à l'exception toutefois des activités agro-économiques et des activités de grande distribution.

B.7.1. L'article 23 de la Constitution implique, en ce qui concerne la protection de l'environnement, une obligation de *standstill* qui s'oppose à ce que le législateur compétent réduise sensiblement le niveau de protection offert par la législation applicable sans qu'existent pour ce faire des motifs liés à l'intérêt général.

Il y a lieu d'examiner si la suppression du plan communal d'aménagement comme condition préalable de l'aménagement des zones en question et la possibilité d'étendre les ZADI à d'autres activités économiques que des activités industrielles, sans qu'il faille évaluer préalablement les incidences sur l'environnement de l'aménagement de ces zones dans leur ensemble et sans qu'il faille organiser une enquête publique à ce sujet, violent l'article 23 de la Constitution en tenant compte des articles 3 à 6 de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ainsi que des articles 7 et 8 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement signée à Aarhus le 25 juin 1998 et ratifiée par la Belgique le 21 janvier 2003.

B.7.2. La directive 2001/42/CE précitée concerne l'évaluation environnementale des plans et programmes qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement. En vertu de l'article 3, paragraphe 2, sous a), de cette directive, tous les plans et programmes qui sont élaborés pour l'aménagement du territoire ou l'affectation des sols et qui peuvent former le cadre de l'octroi des futurs permis mentionnés aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement » doivent être soumis à une évaluation environnementale conformément aux exigences de la directive mentionnée en premier lieu. Eu égard à la destination économique des zones visées, il n'est nullement exclu que les projets visés aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE soient réalisés dans ces zones et que, dès lors, l'aménagement de telles zones soit soumis au respect des prescriptions de la directive 2001/42/CE.

La directive 2001/42/CE fixe les exigences minimales auxquelles doit répondre ladite évaluation environnementale. L'évaluation environnementale doit être effectuée pendant l'élaboration et avant l'adoption du plan ou du programme en question (article 4, paragraphe 1). L'évaluation comprend l'établissement d'un rapport environnemental qui doit répondre au moins aux exigences de l'article 5, la consultation des autorités environnementales compétentes et du public sur le projet de plan ou de programme et le rapport environnemental (article 6) ainsi que l'obligation de prendre en considération le rapport environnemental et les résultats de la consultation pendant l'élaboration du plan ou du programme (article 8).

L'article 7 de la Convention d'Aarhus, quant à lui, impose l'obligation de soumettre à une procédure de participation du public, dont il fixe certaines modalités, « l'évaluation des plans et des programmes relatifs à l'environnement ». Plus précisément, des dispositions pratiques et/ou autres voulues doivent être prises pour que le public participe à leur élaboration, dans un cadre transparent et équitable, après lui avoir fourni les informations nécessaires.

B.7.3. Sous la législation antérieure, l'aménagement d'une zone à caractère industriel dont la destination n'est pas encore établie était soumis à un plan communal d'aménagement pour la totalité de la zone. Un tel plan communal d'aménagement, même s'il prenait la forme d'un plan communal d'aménagement simplifié (article 49, alinéa 2, du CWATUP), était soumis à l'évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux exigences des articles 50 à 53 du CWATUP, en ce compris la nécessité de faire appel à un auteur de projet agréé, l'obligation de recueillir l'avis d'autorités spécialisées, l'intervention du conseil communal et l'obligation d'organiser une enquête publique. En l'absence de ce plan communal d'aménagement, élaboré dans le respect des garanties précitées, la zone à caractère industriel dont la destination n'est pas encore établie ne pouvait être aménagée.

Les garanties qu'y substitue la disposition attaquée, plus précisément l'obligation de motivation à la lumière des éléments mentionnés à l'alinéa 4 de la disposition entreprise, ne sauraient compenser la suppression des garanties de contenu et de procédure qui sont liées à l'établissement d'un plan communal d'aménagement.

Dès lors, les riverains de ces zones sont confrontés à une régression sensible du niveau de protection offert par la législation antérieure qui, en raison des dispositions de droit européen et international précitées, ne saurait se justifier par les motifs d'intérêt général se trouvant à la base de la disposition attaquée.

B.8. Le moyen est fondé en ce que l'article 55 attaqué ne prévoit pas une procédure d'évaluation environnementale correspondant aux exigences de la directive 2001/42/CE précitée et de l'article 7 de la Convention d'Aarhus précitée.

B.9. Afin de prévenir toute insécurité juridique, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets de la disposition annulée comme indiqué dans le dispositif.

Quant à l'article 87 attaqué

B.10.1. Au moment de l'introduction du recours, l'article 127 du CWATUP, tel qu'il avait été modifié par l'article 87 du décret-programme attaqué, disposait comme suit :

« § 1^{er}. Par dérogation aux articles 84 et 89, le permis est délivré par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué :

1° lorsqu'il est sollicité par une personne de droit public;

2° lorsqu'il concerne des actes et travaux d'utilité publique;

3° lorsqu'il concerne des actes et travaux s'étendant sur le territoire de plusieurs communes;

4° lorsqu'il concerne les actes et travaux situés dans la zone visée à l'article 28;

5° lorsqu'il concerne des actes et travaux situés dans les périmètres visés aux articles 168, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 182;

6° lorsqu'il concerne des actes et travaux situés dans le périmètre visé à l'article 1^{er}, 5°, du décret relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Le Gouvernement arrête :

1° la liste des personnes de droit public visées au présent paragraphe;

2° la liste des actes et travaux d'utilité publique visés au présent paragraphe;

3° la liste des actes et travaux d'utilité publique ou dont il reconnaît l'intérêt régional et pour lesquels aucune délégation n'est accordée.

[...]

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5°, le permis peut être accordé sur la base de l'article 110 ou en s'écartant d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement ».

B.10.2. Depuis l'introduction du recours, l'article 127, § 3, précité du CWATUP a été remplacé par l'article 5, alinéa 3, du décret du 27 octobre 2005 « modifiant les articles 6, 21, 110bis et 127 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ». Il dispose désormais en ces termes :

« Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5° et 7°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement ».

B.10.3. Par ailleurs, l'article 3 du même décret du 27 octobre 2005 abroge l'article 110 du CWATUP.

B.10.4. La Cour examine l'article 127 du CWATUP tel qu'il a été modifié par l'article 87 du décret-programme et tel qu'il a été appliqué avant sa nouvelle modification par l'article 5, alinéa 3, du décret précité du 27 octobre 2005.

B.11. L'article 87 du décret entrepris avait été justifié comme suit dans l'exposé des motifs :

« Le texte en projet vise également une simplification administrative en faveur des permis issus ou liés à l'action opérationnelle du Gouvernement dans le domaine de l'aménagement du territoire. Ainsi, il étend la notion de ' permis public ' à tous les actes et travaux projetés, soit dans le périmètre reconnu par le Gouvernement pour les zones d'activité économique au sens du décret relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, soit dans le périmètre de zones d'aménagement différé à caractère industriel, soit dans le périmètre d'un site d'activité économique désaffecté, soit encore dans la zone de services publics et d'équipements communautaires du plan de secteur.

Le texte en projet vise à ce que ces périmètres et zones, au sein desquels d'importants budgets régionaux sont consentis, puissent relever d'une véritable politique foncière du Gouvernement en les ouvrant à des projets auxquels s'attache la procédure spécifique du permis public, en ce compris les mécanismes dérogatoires dont celui-ci bénéficie » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2004-2005, n° 74-1, pp. 10 et 108).

L'article en projet fit l'objet du commentaire suivant :

« L'article 127 organise la procédure particulière de délivrance, par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué, des permis relatifs à des travaux publics ou introduits par des personnes publiques.

Il est proposé d'étendre le champ d'application de l'article 127 aux cas suivants :

1. lorsque des actes et travaux sont envisagés dans une zone d'équipements communautaires;

2. lorsqu'il s'agit d'actes et travaux situés dans un site d'activité économique désaffecté dont le périmètre a été adopté provisoirement ou dans un site de réhabilitation paysagère et environnementale;

3. lorsqu'il s'agit d'actes et travaux relatifs à la mise en œuvre d'un zoning d'activités économiques.

Le dispositif en projet précise qu'il revient au Gouvernement de reconnaître l'intérêt régional de certains actes et travaux, auquel cas il n'est pas accordé de délégation au fonctionnaire délégué.

L'article en projet fait suite à l'avis du Conseil d'Etat en ce qu'il rend applicable l'article 110 du Code à la délivrance de certains permis assimilés aux permis publics au sein de l'article 127 » (*ibid.*, pp. 32 et 126-127).

B.12. Dans une première branche, la partie requérante critique la disposition précitée parce que les trois nouvelles hypothèses dans lesquelles le fonctionnaire délégué est compétent pour délivrer un permis méconnaîtraient le principe d'égalité et de non-discrimination à défaut de justifier cette attribution de compétence de manière objective et raisonnable. Dans une deuxième branche, elle soutient que l'article 127, § 3, nouveau du CWATUP, issu de l'article 87 du décret-programme du 3 février 2005, prévoit que, dans deux hypothèses visées dans la première branche, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement peuvent délivrer le permis soit sur la base de l'article 110 du CWATUP, soit en s'écartant d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'aménagement. L'article attaqué porterait aussi atteinte à l'article 23 de la Constitution.

B.13.1. Jusqu'à sa modification par l'article 87 du décret-programme du 3 février 2005, l'article 127 du CWATUP réservait le régime particulier de délivrance des permis « publics », qui institue une procédure allégée conférant aux communes un rôle consultatif et facilitant les dérogations, à trois hypothèses : celle des permis sollicités par une personne de droit public énumérés par le Gouvernement, celle qui a pour objet des actes et travaux d'utilité publique et celle qui concerne des actes et travaux s'étendant sur le territoire de plusieurs communes. L'article 87 entrepris étend le champ d'application de ces permis à trois nouvelles hypothèses : celle des actes et travaux situés dans la zone de services publics et d'équipements communautaires du plan de secteur, visée par l'article 28 du CWATUP, celle des actes et travaux situés dans les périmètres de sites d'activités économiques à réhabiliter, visés aux articles 168, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 182 du CWATUP, celle, enfin, des actes et travaux situés dans le périmètre visé à l'article 1^{er}, 5^o, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. Dans ces trois hypothèses, les travaux entrepris peuvent l'être et le sont souvent à l'initiative de personnes privées. En outre, la même disposition étend le champ d'application des dérogations à celles prévues par l'article 110 du CWATUP. Elle permet également de s'écarter des documents communaux d'aménagement (plan communal, règlement communal d'urbanisme, plan d'alignement).

B.13.2. La double extension du champ d'application de l'article 127 du CWATUP opérée par l'article 87 entrepris du décret-programme du 3 février 2005 a pour objectif, comme il a été rappelé en B.11, une simplification administrative en faveur des permis issus ou liés à l'action opérationnelle du Gouvernement dans le domaine de l'aménagement du territoire. La disposition attaquée, qui ouvre le bénéfice de l'article 110 aux demandes de permis visées par l'article 127 nouveau du CWATUP, ne peut s'interpréter comme une régression sensible par rapport à la protection du droit à l'environnement sain puisqu'aux termes de l'article 110, les dérogations à la division en zones du plan de secteur étaient déjà permises pour les « constructions et équipements de services publics ou communautaires ». Les trois hypothèses nouvelles instituées par l'article 87 entrepris paraissent relever toutes les trois de ce type d'actes et travaux. A cela s'ajoute que l'article 110 du CWATUP a lui aussi été modifié et qu'il précise que des dérogations pour les actes et travaux sont admissibles « pour autant soit qu'ils respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage ». Enfin, l'article 114 du CWATUP étant applicable à l'article 110, c'est « à titre exceptionnel » que, conformément à cette disposition, des dérogations peuvent être délivrées par le Gouvernement concernant l'implantation de ce type de constructions. Il appartiendra à l'autorité administrative de motiver ses décisions en se référant, dans chacune des demandes de permis, aux éléments objectifs permettant de justifier raisonnablement la condition de dérogation nouvelle.

Enfin, les trois nouvelles hypothèses dans lesquelles des dérogations sont admises sont raisonnablement justifiées eu égard aux objectifs du législateur décrétaal rappelés en B.11 et visent des situations de droit suffisamment spécifiques pour admettre une réglementation différente des autres situations prévues par le CWATUP.

B.14. En tant qu'il vise l'article 87, le moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 55 du décret-programme de la Région wallonne du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative;

- maintient les effets de la disposition annulée à l'égard des permis délivrés en application de cette disposition qui ont reçu exécution avant la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 septembre 2006.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2006/203040]

Uittreksel uit arrest nr. 137/2006 van 14 september 2006

Rolnummer 3764

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 52, 54, 55, 87 en 138 van het programmadecreet van het Waalse Gewest van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, ingesteld door de VZW Inter-Environnement Wallonie.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 31 augustus 2005 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 september 2005, heeft de VZW Inter-Environnement Wallonie, met maatschappelijke zetel te 5000 Namen, boulevard du Nord 6, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 52, 54, 55, 87 en 138 van het programmadecreet van het Waalse Gewest van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 maart 2005).

De Waalse Regering heeft een memorie ingediend, de verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend en de Waalse Regering heeft ook een memorie van wederantwoord ingediend.

Bij beschikking van 1 maart 2006 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 22 maart 2006 na de verzoekende partij te hebben verzocht zich in een uiterlijk op 17 maart 2006 in te dienen aanvullende memorie - waarvan zij binnen dezelfde termijn een afschrift aan de andere partij dient over te zenden - nader te verklaren over de weerslag, op haar beroep, van de wijziging van artikel 127, § 3, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, bij artikel 5 van het decreet van 27 oktober 2005 tot wijziging van de artikelen 6, 21, 110bis en 127 van dat Wetboek.

(...)

II. In rechte

(...)

Wat betreft het verzoek tot gedeeltelijke afstand en de draagwijdte van het beroep

B.1. Bij ter post aangetekende brieven van 20 september 2005 en 26 oktober 2005, heeft de verzoekende vereniging het Hof ervan in kennis gesteld dat zij afstand doet van haar beroep in zoverre het betrekking had op de artikelen 52 en 54, alsook op artikel 138 van het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging.

B.2. Niets belet dat het Hof de afstand toewijst. Het Hof onderzoekt dan ook het beroep alleen in zoverre het de artikelen 55 en 87 van het voormelde programmadecreet beoogt.

Wat betreft de wijzigingen die aan het W.W.R.O.S.P. werden aangebracht bij het programmadecreet van 3 februari 2005

B.3. Met de invoeging, in het voormelde programmadecreet van 3 februari 2005, van een hoofdstuk dat gewijd is aan de wijzigingen van het W.W.R.O.S.P., heeft het Waalse Gewest volgens de parlementaire voorbereiding over het algemeen « een einde willen maken aan de administratieve belemmeringen voor het scheppen van nieuwe activiteiten ». De doelstellingen die door de Minister van Territoriale Ontwikkeling zijn toegelicht, zijn als volgt bepaald : « het W.W.R.O.S.P. vernieuwen », « de ontwikkeling van het landschap beheersen », « de instrumenten voor het ontwerpen van de inrichting vereenvoudigen », « de procedures voor de aanleg van grote infrastructuur versnellen », « bebouwingsgebieden waarvan de bestemming thans niet vaststaat, ter beschikking stellen », « de procedures voor toekenning van de vergunningen versnellen », « de rechtszekerheid waarborgen », « de zwakke functies beschermen », « de inspraak van de burgers bevorderen », en, ten slotte, de beroepsinstantie in staat stellen om « de beroepen op proactieve wijze aan te pakken » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2004-2005, nr. 74-1, Ontwerp van programmadecreet, Memorie van toelichting, p. 1, en nr. 74-45, Verslag, pp. 13-15).

Wat het aangevochten artikel 55 betreft

B.4.1. Vóór de wijziging ervan bij artikel 55 van het programmadecreet van het Waalse Gewest van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, bepaalde artikel 34 van het W.W.R.O.S.P. :

« De gebieden met een industrieel karakter, waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zijn bestemd voor de activiteiten bedoeld in artikel 30, tweede lid, of in artikel 31.

Bedoeld gebied bevat een afzonderingsoppervlakte of -marge.

De exploitant of het bewakingspersoneel mogen er gehuisvest worden wanneer de veiligheid of de goede werking van het bedrijf het vereist. De woning maakt noodzakelijk deel uit van de exploitatie.

De inrichting van een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, is onderworpen aan een gemeentelijk plan van aanleg voor het hele gebied.

Bij ontstentenis kan het gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, niet worden ingericht ».

B.4.2. Het aangevochten artikel 55 van het voormelde programmadecreet van 3 februari 2005 vervangt artikel 34 van het W.W.R.O.S.P. door de volgende bepaling :

« De gebieden met een industrieel karakter, waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zijn bestemd voor de activiteiten bedoeld in artikel 30 en artikel 31, met uitzondering van de agro-economische buurtactiviteiten en de groothandelsdistributie.

Bedoeld gebied bevat een afzonderingsoppervlakte of -marge.

De exploitant of het bewakingspersoneel mogen er gehuisvest worden wanneer de veiligheid of de goede werking van het bedrijf het vereist. De woning maakt noodzakelijk deel uit van de exploitatie.

De inrichting van een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, wordt bepaald in functie van de ligging van het gebied, de buurt, de kosten en behoeften van de betrokken regio, de bestaande vervoerinfrastructuren, met het oog op het ontwikkelen van de multimodale mogelijkheden, alsmede de synergieën met aangrenzende gebieden ».

B.4.3. Die bepaling werd in de memorie van toelichting als volgt verantwoord :

« Er wordt voorgesteld om, via een decreet, de gebieden met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, om te zetten in gebieden voor gemengde bedrijfsruimten en gebieden voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter. Afhankelijk van de ligging ervan en de buurt, zal overigens elk gebied een gemengd karakter kunnen hebben en kunnen worden onderverdeeld in 'subzones', en op die manier kunnen worden ontsloten voor industriële en ambachtelijke activiteiten. In ieder geval kunnen agro-economische buurtactiviteiten en groothandelsdistributie er niet worden toegestaan.

De keuze voor de ene of de andere optie vervat in artikel 30 van het Wetboek zal definitief worden gemaakt door de economische actor wanneer hij zijn aanvraag indient met betrekking tot de oprichting van de infrastructuur die verbonden is aan de inrichting van het gebied zelf. Zijn keuze zal worden bepaald op grond van de ligging van het gebied, de buurt, de kosten en behoeften voor de betrokken regio, de bestaande vervoersinfrastructuur, met het oog op het ontwikkelen van de multimodale mogelijkheden, alsmede de synergieën met aangrenzende gebieden.

Dankzij die maatregel zullen ruimten met een bebouwingsbestemming kunnen worden vrijgemaakt voor het ontwikkelen van de activiteiten van kleine en middelgrote ondernemingen, en zelfs voor de vestiging van performante industrieën die werkgelegenheid scheppen, maar zal eveneens de strategische positionering van het Waalse Gewest binnen de Europese Unie kunnen worden gewaarborgd, en dat met inachtneming van het beginsel van een zuinig gebruik van de bodem, en van bescherming van de zwakke functie die kenmerkend is, inzake ruimtelijke ordening, voor het geheel van de gebieden die niet mogen worden bebouwd » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2004-2005, nr. 74-1, p. 28).

B.5. De verzoekende partij bekritiseert de bestreden decreetsbepaling in die zin dat zij het gemeentelijk plan van aanleg (G.P.A.) afschaft als instrument voor de inrichting van het gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat (ZADI), en geen enkel vergelijkbaar document in de plaats stelt. Die afschaffing en dat verzuim zouden een achteruitgang vormen op het gebied van de procedurele waarborgen en zouden aldus de *standstill*-verplichting inzake het recht op een gezond leefmilieu schenden, zoals het is gewaarborgd bij artikel 23 van

de Grondwet. Bovendien zouden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet eveneens zijn geschonden in zoverre de omwonenden van een ZADI niet over een normatieve en reglementaire inrichting van dat gebied zouden beschikken, noch enige milieubeoordeling zouden kunnen verkrijgen van de programmeringsmaatregelen van het vermelde gebied, noch, ten slotte, enige inspraak bij het bepalen van de inrichting van dat gebied zouden hebben.

B.6. Uit het aangevochten artikel 55 van het programmadecreet volgt dat, in tegenstelling tot de benaming ervan, de inrichting van het gebied « waarvan de bestemming nog niet vaststaat », niet meer wordt uitgesteld : de inrichting van het gebied is immers niet langer onderworpen, zoals artikel 34 van het W.W.R.O.S.P. bepaalde vóór de wijziging ervan bij artikel 55 van het aangevochten decreet, aan de goedkeuring van een gemeentelijk plan van aanleg of van een gelijkwaardig document. Overigens wordt de bestemming van dat gebied dat, net zoals in de periode vóór die wijziging, bestemd blijft voor bebouwing van economische aard, uitgebreid tot alle economische activiteiten, waaronder niet alleen industriële activiteiten, maar ook ambachten, diensten, distributie, onderzoek, niettemin met uitzondering van de agro-economische buurtactiviteiten en de groothandelsdistributie.

B.7.1. Artikel 23 van de Grondwet impliceert inzake de bescherming van het leefmilieu een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat geboden wordt door de van toepassing zijnde wetgeving in aanzienlijke mate vermindert, zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

Onderzocht moet worden of de afschaffing van het gemeentelijk plan van aanleg als voorafgaande voorwaarde voor de inrichting van de betrokken gebieden en de mogelijkheid om de ZADI's uit te breiden tot andere economische activiteiten dan industriële activiteiten, zonder dat een voorafgaande milieueffectbeoordeling moet plaatsvinden over de inrichting van deze gebieden in hun geheel en zonder dat daaromtrent enig openbaar onderzoek moet worden georganiseerd, afbreuk doen aan artikel 23 van de Grondwet, rekening houdend met de artikelen 3 tot 6 van richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's, en met de artikelen 7 en 8 van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, dat op 25 juni 1998 te Aarhus werd ondertekend en door België op 21 januari 2003 is geratificeerd.

B.7.2. De voormelde richtlijn 2001/42/EG betreft de milieubeoordeling van plannen en programma's die aanzienlijke effecten op het milieu kunnen hebben. Luidens artikel 3, lid 2, onder *a*), van die richtlijn moeten alle plannen en programma's die voorbereid worden met betrekking tot ruimtelijke ordening of grondgebruik en die het kader kunnen vormen voor de toekenning van toekomstige vergunningen bedoeld in bijlagen I en II bij de richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, onderworpen worden aan een milieubeoordeling overeenkomstig de eisen van de eerstvermelde richtlijn. Gelet op de economische bestemming van de bedoelde gebieden, is het geenszins uitgesloten dat in die gebieden projecten zullen worden gerealiseerd als bedoeld in de bijlagen I of II van richtlijn 85/337/EEG en dat bijgevolg de inrichting van dergelijke gebieden onderworpen is aan het in acht nemen van de voorschriften van richtlijn 2001/42/EG.

Richtlijn 2001/42/EG stelt de minimumeisen vast waaraan bedoelde milieubeoordeling moet beantwoorden. De milieubeoordeling moet worden uitgevoerd tijdens de voorbereiding en vóór de vaststelling van het desbetreffende plan of programma (artikel 4, lid 1). De beoordeling omvat de opstelling van een milieurapport dat ten minste aan de eisen van artikel 5 moet beantwoorden, de raadpleging van de bevoegde milieu instanties en het publiek over het ontwerp-plan of ontwerp-programma en het milieurapport (artikel 6) en de verplichting om rekening te houden met het milieurapport en de resultaten van de raadpleging bij de vaststelling van het plan of programma (artikel 8).

Artikel 7 van het Verdrag van Aarhus legt de verplichting op om « de voorbereiding van plannen en programma's betrekking hebbende op het milieu » te onderwerpen aan een inspraakprocedure waarvan het bepaalde modaliteiten vastlegt. Meer bepaald dienen passende praktische en/of andere voorzieningen voor inspraak voor het publiek te worden getroffen, binnen een transparant en eerlijk kader, na het publiek de benodigde informatie te hebben verstrekt.

B.7.3. Onder de vroegere wetgeving was de inrichting van een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, onderworpen aan een gemeentelijk plan van aanleg voor het hele gebied. Dergelijk gemeentelijk plan van aanleg, ook al nam het de vorm aan van een vereenvoudigd gemeentelijk plan van aanleg (artikel 49, tweede lid, van het W.W.R.O.S.P.), was onderworpen aan de milieueffectbeoordeling overeenkomstig de eisen van de artikelen 50 tot 53 van het W.W.R.O.S.P., met inbegrip van de noodzaak beroep te doen op een erkende ontwerper, de verplichting advies in te winnen van gespecialiseerde instanties, de tussenkomst van de gemeenteraad en de verplichting tot het organiseren van een openbaar onderzoek. Bij ontstentenis van een dergelijk gemeentelijk plan van aanleg, tot stand gekomen met inachtneming van voormelde waarborgen, kon het gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, niet worden ingericht.

De waarborgen die de bestreden bepaling daarvoor in de plaats stelt, meer bepaald de motiveringsplicht in het licht van de elementen vermeld in het vierde lid van de bestreden bepaling, kunnen het wegvallen van de inhoudelijke en procedurele waarborgen die verbonden zijn aan de opmaak van een gemeentelijk plan van aanleg niet compenseren.

Bijgevolg worden de omwonenden van dergelijke gebieden geconfronteerd met een aanzienlijke achteruitgang van het door de vroegere wetgeving geboden beschermingsniveau, die, op grond van de voormelde Europeesrechtelijke en internationaalrechtelijke bepalingen, niet kan worden verantwoord door de aan de bestreden bepaling ten grondslag liggende redenen van algemeen belang.

B.8. Het middel is gegrond in zoverre het bestreden artikel 55 niet voorziet in een procedure van milieueffectbeoordeling die beantwoordt aan de eisen van de voormelde richtlijn 2001/42/EG en van artikel 7 van het voormelde Verdrag van Aarhus.

B.9. Teneinde rechtsonzekerheid te voorkomen, dienen met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen van de vernietigde bepaling te worden gehandhaafd zoals aangegeven in het dictum.

Wat het aangevochten artikel 87 betreft

B.10.1. Op het ogenblik van het instellen van het beroep, bepaalde artikel 127 van het W.W.R.O.S.P., zoals het was gewijzigd bij artikel 87 van het aangevochten programmadecreet, het volgende :

« § 1. In afwijking van de artikelen 84 en 89 wordt de vergunning afgegeven door de Regering of de gemachtigd ambtenaar :

- 1° wanneer ze wordt aangevraagd door een publiekrechtelijk persoon;
- 2° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken van algemeen nut;
- 3° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken die zich uitstrekken op het grondgebied van meerdere gemeenten;
- 4° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken gelegen in het gebied bedoeld in artikel 28;
- 5° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken gelegen in de omtrek bedoeld in de artikelen 168, § 1, eerste lid, en 182;

6° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken gelegen in de omtrek bedoeld in artikel 1, 5°, van het decreet betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid.

De Regering bepaalt :

1° de lijst van de publiekrechtelijke personen bedoeld in deze paragraaf;

2° de lijst van de handelingen en werken van algemeen nut bedoeld in deze paragraaf;

3° de lijst van de handelingen en werken van algemeen nut waarvoor er geen machtiging gegeven wordt.

[...]

§ 3. Indien het handelingen en werken betreft bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 5°, kan de vergunning toegekend worden op grond van artikel 110 of bij afwijking van een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening of een rooiplan ».

B.10.2. Sedert de indiening van het beroep werd het voormelde artikel 127, § 3, van het W.W.R.O.S.P. vervangen bij artikel 5, derde lid, van het decreet van 27 oktober 2005 tot wijziging van de artikelen 6, 21, 110bis en 127 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. Het luidt voortaan als volgt :

« Op voorwaarde dat de aanvraag vooraf wordt onderworpen aan de door de Regering bepaalde bijzondere maatregelen van openbaarmaking, alsmede aan de in artikel 4, eerste lid, 3°, bedoelde raadpleging, wanneer het gaat om handelingen en werken bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, 2°, 4°, 5° en 7° waarvan hun vestiging de krachtlijnen van het landschap ofwel eerbiedigt ofwel structuur of eenheid verleent, kan de vergunning toegekend worden bij afwijking van een gewestplan, een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening of een rooiplan ».

B.10.3. Overigens wordt artikel 110 van het W.W.R.O.S.P. opgeheven bij artikel 3 van hetzelfde decreet van 27 oktober 2005.

B.10.4. Het Hof onderzoekt artikel 127 van het W.W.R.O.S.P. zoals het werd gewijzigd bij artikel 87 van het programmadecreet en zoals het werd toegepast vóór de nieuwe wijziging ervan door artikel 5, derde lid, van het voormelde decreet van 27 oktober 2005.

B.11. Artikel 87 van het bestreden decreet werd als volgt verantwoord in de memorie van toelichting :

« De ontwerptekst heeft eveneens een administratieve vereenvoudiging tot doel, in het voordeel van de vergunningen die voortvloeien uit of verbonden zijn aan het operationele optreden van de Regering op het gebied van ruimtelijke ordening. Zo wordt het begrip 'overheidsvergunning' uitgebreid tot alle geplande handelingen en werken, hetzij in de door de Regering erkende omtrek voor de gebieden voor bedrijfsruimten in de zin van het decreet betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, hetzij in de omtrek van gebieden met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, hetzij in de omtrek van een afgedankte bedrijfsruimte, hetzij nog in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van het gewestplan.

De ontwerptekst beoogt dat die omtrekken en gebieden, waarbinnen het Gewest aanzienlijke budgetten toestaat, deel kunnen uitmaken van een echt grondbeleid van de Regering door ze open te stellen voor projecten waaraan de specifieke procedure van de overheidsvergunning is verbonden, met inbegrip van de afwijkende mechanismen die daarvoor gelden » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2004-2005, nr. 74-1, pp. 10 en 108).

Het ontwerpartikel was het voorwerp van de volgende bespreking :

« Artikel 127 regelt de bijzondere procedure voor uitreiking, door de Regering of de gemachtigde ambtenaar, van de vergunningen met betrekking tot openbare werken, of aangevraagd door publiekrechtelijke personen.

Er wordt voorgesteld het toepassingsgebied van artikel 127 uit te breiden tot de volgende gevallen :

1. wanneer handelingen en werken worden gepland in een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen;
2. wanneer het gaat om handelingen en werken gelegen in een afgedankte bedrijfsruimte waarvan de omtrek voorlopig werd vastgelegd, of in een site bestemd voor herontwikkeling wat betreft het landschap en het leefmilieu;
3. wanneer het gaat om handelingen en werken met betrekking tot de inrichting van een zone voor bedrijfsruimten.

Het ontwerp-dispositief vermeldt dat het de Regering toekomt het gewestelijke belang te erkennen van bepaalde handelingen en werken, in welk geval geen machtiging wordt verleend aan de gemachtigde ambtenaar.

Het ontwerpartikel geeft gevolg aan het advies van de Raad van State in zoverre het artikel 110 van het Wetboek toepasselijk maakt op de uitreiking van bepaalde vergunningen die in artikel 127 zijn gelijkgesteld met overheidsvergunningen » (*ibid.*, pp. 32 en 126-127).

B.12. In een eerste onderdeel bekritiseert de verzoekende partij de voormelde bepaling omdat de drie nieuwe gevallen waarin de gemachtigde ambtenaar bevoegd is om een vergunning uit te reiken, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie zouden schenden omdat die bevoegdheidstoewijzing niet op een objectieve en redelijke wijze wordt verantwoord. In een tweede onderdeel voert zij aan dat het nieuwe artikel 127, § 3, van het W.W.R.O.S.P., dat voortvloeit uit artikel 87 van het programmadecreet van 3 februari 2005, bepaalt dat, in twee gevallen die in het eerste onderdeel worden beoogd, de gemachtigde ambtenaar of de Regering de vergunning kan uitreiken, hetzij op grond van artikel 110 van het W.W.R.O.S.P., hetzij bij afwijking van een gemeentelijk plan van aanleg, van een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening of van een rooiplan. Het bestreden artikel zou eveneens afbreuk doen aan artikel 23 van de Grondwet.

B.13.1. Tot de wijziging ervan bij artikel 87 van het programmadecreet van 3 februari 2005, bestemde artikel 127 van het W.W.R.O.S.P. de bijzondere regeling van uitreiking van «overheidsvergunningen», die in een lichtere procedure voorziet waarbij de gemeenten een adviserende rol wordt toegekend en waarbij afwijkingen worden vergemakkelijkt, voor drie gevallen : dat van de door de Regering opgesomde vergunningen die worden aangevraagd door een publiekrechtelijk persoon, dat van handelingen en werken van algemeen nut, en dat van handelingen en werken die zich uitstrekken op het grondgebied van meerdere gemeenten. Het bestreden artikel 87 breidt het toepassingsgebied van die vergunningen uit tot drie nieuwe gevallen : dat van de handelingen en werken gelegen in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van het gewestplan, zoals bedoeld in artikel 28 van het W.W.R.O.S.P., dat van de handelingen en werken gelegen in de omtrek van gebieden voor bedrijfsruimten die moeten worden vernieuwd, zoals bedoeld in de artikelen 168, § 1, eerste lid, en 182 van het W.W.R.O.S.P., en ten slotte dat van de handelingen en werken gelegen in de omtrek bedoeld in artikel 1, 5°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. In die drie gevallen kunnen de werken worden ondernomen en worden zij vaak ondernomen op initiatief van privé-personen. Bovendien breidt dezelfde bepaling het toepassingsgebied van de afwijkingen uit tot die waarin artikel 110 van het W.W.R.O.S.P. voorziet. Zij staat eveneens toe dat wordt afgeweken van de gemeentelijke documenten inzake ruimtelijke ordening (gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijke stedenbouwkundige verordening, rooiplan).

B.13.2. De dubbele uitbreiding van het toepassingsgebied van artikel 127 van het W.W.R.O.S.P. die wordt doorgevoerd bij het bestreden artikel 87 van het programmadecreet van 3 februari 2005 heeft, zoals erop is gewezen in B.11, een administratieve vereenvoudiging tot doel voor de vergunningen die voortvloeien uit of verbonden zijn aan het operationele optreden van de Regering op het vlak van ruimtelijke ordening. De aangevochten bepaling, die het voordeel van artikel 110 openstelt voor de vergunningsaanvragen die worden beoogd door het nieuwe artikel 127 van

het W.W.R.O.S.P., kan niet worden geïnterpreteerd als een gevoelige achteruitgang wat de bescherming betreft van het recht op een gezond leefmilieu omdat, naar luid van artikel 110, de afwijkingen van de gebiedsindeling van het gewestplan reeds waren toegestaan voor « openbare gebouwen en nutsvoorzieningen of gemeenschapsvoorzieningen ». De drie nieuwe gevallen die bij het bestreden artikel 87 zijn ingevoerd, lijken alle drie tot dat type van handelingen en werken te behoren. Daarbij komt nog dat artikel 110 van het W.W.R.O.S.P. eveneens werd gewijzigd en dat het aangeeft dat afwijkingen voor handelingen en werken toegelaten zijn op voorwaarde dat « hun vestiging de krachtlijnen van het landschap ofwel eerbiedigt ofwel structuur of eenheid verleent ». Doordat, ten slotte, artikel 114 van het W.W.R.O.S.P. van toepassing is op artikel 110, is het « uitzonderlijkerwijs » dat, overeenkomstig die bepaling, afwijkingen kunnen worden toegestaan door de Regering met betrekking tot de vestiging van dat type bouwwerken. Het komt de administratieve overheid toe haar beslissingen te motiveren door zich in elke vergunningsaanvraag te baseren op de objectieve elementen op grond waarvan de nieuwe afwijkingsvoorwaarde redelijk kan worden verantwoord.

Ten slotte zijn de drie nieuwe gevallen waarin afwijkingen worden toegestaan, redelijk verantwoord rekening houdend met de in B.11 vermelde doelstellingen van de decreetgever, en hebben zij betrekking op voldoende specifieke rechtssituaties om een andere regelgeving toe te staan dan die welke geldt voor de andere situaties waarin het W.W.R.O.S.P. voorziet.

B.14. In zoverre het artikel 87 beoogt, kan het middel niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 55 van het programmadecreet van het Waalse Gewest van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling ten aanzien van de met toepassing van die bepaling uitgereikte vergunningen welke uitvoering hebben gekregen vóór de datum van bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 september 2006.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2006/203040]

Auszug aus dem Urteil Nr. 137/2006 vom 14. September 2006

Geschäftsverzeichnisnummer 3764

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 52, 54, 55, 87 und 138 des Programmdekrets der Wallonischen Region vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung, erhoben von der VoG Inter-Environnement Wallonie.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 31. August 2005 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. September 2005 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Inter-Environnement Wallonie, mit Vereinigungssitz in 5000 Namur, boulevard du Nord 6, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 52, 54, 55, 87 und 138 des Programmdekrets der Wallonischen Region vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. März 2005)..

Die Wallonische Regierung hat einen Schriftsatz eingereicht, die klagende Partei hat einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht und die Wallonische Regierung hat auch einen Gegegenerwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 1. März 2006 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 22. März 2006 anberaumt, nachdem die klagende Partei aufgefordert wurde, sich in einem spätestens am 17. März 2006 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz - den sie innerhalb derselben Frist der anderen Partei in Kopie zu übermitteln hat - zu den Auswirkungen der Abänderung von Artikel 127, § 3, des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, en Städtebau und das Erbe durch Artikel 5 des Dekrets vom 27. Oktober 2005 zur Abänderung der Artikel 6, 21, 110bis und 127 dieses Gesetzbuches auf ihre Klage zu äußern.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In Bezug auf den Antrag auf teilweise Klagerücknahme und auf die Tragweite der Klage

B.1. Mit am 20. September 2005 beziehungsweise am 26. Oktober 2005 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen hat die klagende Vereinigung dem Hof mitgeteilt, sie nehme die eingereichte Klage hinsichtlich der Artikel 52 und 54 sowie des Artikels 138 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung zurück.

B.2. Es hindert den Hof nichts daran, die Klagerücknahme zu bewilligen. Er prüft daher die Klage nur insofern, als sie sich auf die Artikel 55 und 87 des vorerwähnten Programmdekrets bezieht.

In Bezug auf die Abänderungen des WGBRSE durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005

B.3. Indem die Wallonische Region in das vorerwähnte Programmdekret vom 3. Februar 2005 ein Kapitel über Abänderungen des WGBRSE eingefügt hat, wollte sie gemäß den Vorarbeiten allgemein «die Verwaltungshindernisse für die Schaffung neuer Tätigkeiten beseitigen». Die durch den Minister der räumlichen Entwicklung dargelegten Ziele wurden wie folgt beschrieben: «das WGBRSE erneuern», «die Entwicklung der Landschaft im Griff halten», «die Gestaltungsinstrumente der Raumordnung vereinfachen», «die Verfahren zur Erstellung großer Infrastrukturen beschleunigen», «städtebaulich erschließbare Gebiete zur Verfügung stellen, die derzeit als Bauerwartungsgebiete

ausgewiesen sind», «die Verfahren zur Erteilung von Genehmigungen beschleunigen», «die Rechtssicherheit gewährleisten», «schwache Funktionen schützen», «die Mitbestimmung der Bürger fördern» und schließlich der Beschwerdebehörde die Möglichkeit geben, «die Beschwerden proaktiv zu behandeln» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2004-2005, Nr. 74-1, Entwurf des Programmdekrets, Begründung, S. 1, und Nr. 74-45, Bericht, SS. 13-15).

In Bezug auf den angefochtenen Artikel 55

B.4.1. Vor seiner Abänderung durch Artikel 55 des Programmdekrets der Wallonischen Region vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung besagte Artikel 34 des WGBRSE:

«Das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter ist für die in Artikel 30, Absatz 2, oder in Artikel 31 genannten Aktivitäten bestimmt.

Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in diesem Gebiet gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.

Zur Verwirklichung eines Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter muss vorher ein kommunaler Raumordnungsplan vorhanden sein, der das ganze Gebiet deckt.

Mangels dessen darf das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter nicht verwirklicht werden».

B.4.2. Der angefochtene Artikel 55 des vorerwähnten Programmdekrets vom 3. Februar 2005 ersetzt Artikel 34 des WGBRSE durch folgende Bestimmung:

«Das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter ist für die in Artikel 30 und in Artikel 31 genannten Aktivitäten bestimmt, mit Ausnahme der bürgernahen agrar-wirtschaftlichen Aktivitäten und der Großvertriebsaktivitäten.

Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in diesem Gebiet gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.

Die Verwertung des Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter wird unter Berücksichtigung des Standorts des Gebiets, dessen Nachbarschaft, der Kosten und Bedürfnisse für die betroffene Gegend, der bestehenden Verkehrsinfrastrukturen bestimmt, wobei für die Entwicklung der Potentialitäten in Bezug auf die Multimodalität sowie von Synergien mit den angrenzenden Gebieten gesorgt wird».

B.4.3. Diese Bestimmung wurde in der Begründung wie folgt gerechtfertigt:

«Es wird vorgeschlagen, durch Dekret die Bauerwartungsgebiete mit industriellem Charakter in Gebiete für gemischte Wirtschaftstätigkeiten und in Gebiete für industrielle Wirtschaftstätigkeiten umzuwandeln. Entsprechend der Anordnung und der Nachbarschaft kann jedes Gebiet im Übrigen gemischter Art sein und in ' Untergebiete ' eingeteilt werden und somit die Ansiedlung industrieller und handwerklicher Tätigkeiten ermöglichen. Agrarwirtschaftliche Tätigkeiten in der Nähe und Großvertriebstätigkeiten können dort auf keinen Fall zugelassen werden.

Die Entscheidung für die eine oder andere Möglichkeit, die in Artikel 30 des Gesetzbuches vorgesehen ist, erfolgt endgültig durch den wirtschaftlichen Betreiber beim Einreichen seines Antrags bezüglich der Erstellung der mit der Erschließung des betreffenden Gebiets verbundenen Infrastrukturen. Die Entscheidung hängt ab von der Anordnung des Gebiets, der Nachbarschaft, den Kosten und dem Bedarf für die betreffende Region, den bestehenden Transportinfrastrukturen, wobei darauf geachtet wird, das multimodale Potential und die Synergien mit angrenzenden Gebieten auszubauen.

Diese Maßnahme soll es ermöglichen, städtebaulich erschließbare Flächen freizugeben, um Tätigkeiten kleiner und mittlerer Unternehmen zu entfalten oder leistungsstarke und Arbeitsplätze schaffende Industriepole anzusiedeln, aber auch, um die strategische Position der Wallonischen Region in der Europäischen Union zu sichern unter Einhaltung des Prinzips des sparsamen Umgangs mit dem Boden und des Schutzes der schwachen Funktionen, die hinsichtlich der Raumordnung für sämtliche nicht städtebaulich erschließbaren Gebiete kennzeichnend sind» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2004-2005, Nr. 74-1, S. 28).

B.5. Die klagende Partei bemängelt, dass die angefochtene Dekretsbestimmung den kommunalen Raumordnungsplan (KRP) als Instrument zur Erschließung von Bauerwartungsgebieten mit industriellem Charakter (ZADI) aufhebe und nicht durch ein gleichwertiges Dokument ersetze. Diese Aufhebung und diese Unterlassung stellen einen Rückschritt in den Verfahrensgarantien dar und verletzen somit die Stillhalteverpflichtung hinsichtlich des Rechtes auf eine gesunde Umwelt, die durch Artikel 23 der Verfassung gewährleistet werde. Außerdem werde gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, insofern die von einem ZADI betroffenen Bewohner weder in den Genuss einer den Normen und Vorschriften dieses Gebiets entsprechenden Gestaltung, noch einer Umweltbewertung der Programmierungsmaßnahmen des besagten Gebiets und ebenfalls nicht in den Genuss irgendeiner Öffentlichkeitsbeteiligung bei der Festlegung der Gestaltung dieses Gebiets gelangten.

B.6. Aus dem angefochtenen Artikel 55 des Programmdekrets geht hervor, dass im Gegensatz zu ihrer Bezeichnung die Gestaltung eines «Bauerwartungsgebiets» nicht mehr eine Erwartung ist, denn die Erschließung des Gebiets hängt nicht mehr, wie es in Artikel 34 des WGBRSE vor seiner Abänderung durch Artikel 55 des angefochtenen Dekrets vorgesehen war, von der Genehmigung eines kommunalen Raumordnungsplans ab und ebenfalls nicht von der Annahme eines entsprechenden Dokumentes. Im Übrigen ist die Zweckbestimmung dieses Gebiets wie vor dieser Abänderung weiterhin eine städtebauliche Erschließung wirtschaftlicher Art und wird auf alle Wirtschaftstätigkeiten ausgedehnt, nicht nur industrielle, sondern auch Handwerk, Dienstleistungen, Vertrieb, Forschung, jedoch mit Ausnahme von agrarwirtschaftlichen Tätigkeiten und von Großvertriebstätigkeiten.

B.7.1. Artikel 23 der Verfassung beinhaltet hinsichtlich des Umweltschutzes eine Stillhalteverpflichtung, die dagegen spricht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die geltende Gesetzgebung gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass hierfür Gründe gemeinnützigter Art bestehen.

Es ist zu prüfen, ob die Aufhebung des kommunalen Raumordnungsplans als Vorbedingung für die Gestaltung der betreffenden Gebiete und die Möglichkeit zur Erweiterung der ZADI auf andere Wirtschaftstätigkeiten als Industrietätigkeiten, ohne dass vorher die Umweltverträglichkeit der Gestaltung dieser Gebiete insgesamt geprüft werden müsste und ohne dass diesbezüglich eine öffentliche Untersuchung durchgeführt werden müsste, gegen Artikel 23 der Verfassung verstoßen, unter Berücksichtigung der Artikel 3 bis 6 der Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme, sowie der Artikel 7 und 8 des Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten, das am 25. Juni 1998 in Aarhus unterzeichnet und am 21. Januar 2003 durch Belgien ratifiziert wurde.

B.7.2. Die vorerwähnte Richtlinie 2001/42/EG betrifft die Prüfung der erheblichen Umweltauswirkungen gewisser Pläne und Programme. Aufgrund von Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe a) dieser Richtlinie müssen alle Pläne und Programme, die in den Bereichen Raumordnung oder Bodennutzung ausgearbeitet werden und durch die der Rahmen für die künftige Genehmigung im Sinne der Anhänge I und II der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985

über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten gesetzt wird, einer Umweltprüfung gemäß den Anforderungen der an erster Stelle erwähnten Richtlinie unterzogen werden. Hinsichtlich der wirtschaftlichen Zweckbestimmung der betreffenden Gebiete ist es keineswegs ausgeschlossen, dass die Projekte im Sinne der Anhänge I of II der Richtlinie 85/337/EWG verwirklicht werden und dass folglich die Gestaltung solcher Gebiete den Vorschriften der Richtlinie 2001/42/EG unterliegt.

In der Richtlinie 2001/42/EG werden die Mindestanforderungen für die besagte Umweltprüfung festgelegt. Die Umweltprüfung muss während der Ausarbeitung und vor der Annahme des betreffenden Plans oder Programms durchgeführt werden (Artikel 4 Absatz 1). Die Prüfung umfasst die Erstellung eines Umweltberichts, der zumindest den Anforderungen von Artikel 5 entsprechen muss, die Konsultation der zuständigen Umweltbehörden und der Öffentlichkeit zu dem Entwurf des Plans oder des Programms und zum Umweltbericht (Artikel 6) sowie die Verpflichtung, den Umweltbericht und die Ergebnisse der Konsultation während der Ausarbeitung des Plans oder des Programms zu berücksichtigen (Artikel 8).

Artikel 7 des Aarhus-Übereinkommens erlegt seinerseits die Verpflichtung auf, die «Vorbereitung umweltbezogener Pläne und Programme» einem Verfahren der Öffentlichkeitsbeteiligung, für das es gewisse Modalitäten festlegt, zu unterziehen. Im Einzelnen müssen angemessene praktische und/oder sonstige Vorkehrungen dafür getroffen werden, dass die Öffentlichkeit in einem transparenten und fairen Rahmen an ihrer Ausarbeitung beteiligt wird, nachdem ihr zuvor die erforderlichen Informationen zur Verfügung gestellt worden sind.

B.7.3. Gemäß der vorherigen Gesetzgebung unterlag die Erschließung eines industriellen Gebiets, dessen Zweckbestimmung noch nicht festgelegt war, einem kommunalen Raumordnungsplan für das gesamte Gebiet. Ein solcher kommunaler Raumordnungsplan wurde, selbst wenn er die Form eines vereinfachten kommunalen Raumordnungsplans hatte (Artikel 49 Absatz 2 des WGBRSE), einer Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß den Anforderungen der Artikel 50 bis 53 des WGBRSE unterzogen, einschließlich der Notwendigkeit, einen zugelassenen Projektentwickler in Anspruch zu nehmen, der Verpflichtung, die Gutachten spezialisierter Behörden einzuholen, der Beteiligung des Gemeinderates und der Verpflichtung, eine öffentliche Untersuchung durchzuführen. Ohne diesen kommunalen Raumordnungsplan, der unter Einhaltung der vorerwähnten Garantien ausgearbeitet wurde, durfte ein industrielles Gebiet, dessen Zweckbestimmung noch nicht festgelegt war, nicht erschlossen werden.

Die Garantien, die durch die angefochtene Bestimmung an deren Stelle eingeführt werden, insbesondere die Verpflichtung zur Begründung im Lichte der in Absatz 4 der angefochtenen Bestimmung angeführten Elemente, können die Aufhebung der mit der Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans verbundenen Garantien hinsichtlich des Inhalts und des Verfahrens nicht ausgleichen.

Daher erleiden die Anwohner dieser Gebiete einen erheblichen Rückschritt im Maß des Schutzes, der ihnen durch die vorherige Gesetzgebung geboten wurde, was aufgrund der vorerwähnten Bestimmungen des europäischen und internationalen Rechts nicht durch die gemeinnützigen Gründe, auf denen die angefochtene Bestimmung beruht, zu rechtfertigen ist.

B.8. Der Klagegrund ist begründet, insofern der angefochtene Artikel 55 kein Verfahren der Umweltverträglichkeitsprüfung vorsieht, das den Anforderungen der vorerwähnten Richtlinie 2001/42/EG und des Artikels 7 des vorerwähnten Aarhus-Übereinkommens entspricht.

B.9. Um jegliche Rechtsunsicherheit zu vermeiden, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Auswirkungen der für nichtig erklärten Bestimmung so aufrechtzuerhalten, wie es im Urteilstenor angegeben ist.

In Bezug auf den angefochtenen Artikel 87

B.10.1. Zum Zeitpunkt der Klageerhebung besagte Artikel 127 des WGBRSE in der durch Artikel 87 des angefochtenen Programmdekrets abgeänderten Fassung:

«§ 1. In Abweichung von den Artikeln 84 und 89 wird die Genehmigung durch die Regierung oder durch den beauftragten Beamten erteilt:

- 1° wenn sie von einer öffentlich-rechtlichen Person beantragt wird;
- 2° wenn sie gemeinnützige Handlungen und Arbeiten betrifft;
- 3° wenn sie Handlungen und Arbeiten betrifft, die sich über das Gebiet mehrerer Gemeinden erstrecken;
- 4° wenn sie Handlungen und Arbeiten in dem in Artikel 28 erwähnten Gebiet betrifft;
- 5° wenn sie Handlungen und Arbeiten in den in Artikel 168, § 1, Absatz 1, und 182 erwähnten Umkreisen betrifft;
- 6° wenn sie Handlungen und Arbeiten in dem in Artikel 1, 5° des Dekrets über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten erwähnten Umkreis betrifft.

Die Regierung beschließt:

- 1° die Liste der öffentlich-rechtlichen Personen, auf die sich dieser Paragraph bezieht;
- 2° die Liste der gemeinnützigen Handlungen und Arbeiten, auf die sich dieser Paragraph bezieht;
- 3° die Liste der gemeinnützigen Handlungen und Arbeiten, für welche keine Vollmacht erteilt wird.

[...]

§ 3. Wenn es sich um Handlungen und Arbeiten im Sinne von § 1 Absatz 1, 1°, 2°, 4° und 5° handelt, kann die Genehmigung aufgrund von Artikel 110 oder in Abweichung eines kommunalen Raumordnungsplans, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines Fluchtlinienplans erteilt werden».

B.10.2. Seit der Klageerhebung wurde der vorerwähnte Artikel 127 § 3 des WGBRSE durch Artikel 5 Absatz 3 des Dekrets vom 27. Oktober 2005 zur Abänderung der Artikel 6, 21, 110bis und 127 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe ersetzt. Er lautet nunmehr wie folgt:

«Insofern der Antrag vorab den besonderen, durch die Regierung festgelegten Bekanntmachungsmaßnahmen sowie der in Artikel 4 Absatz 1, 3° erwähnten Konsultierung unterworfen wird und wenn es sich um Handlungen und Arbeiten handelt, die in § 1 Absatz 1, 1°, 2°, 4°, 5° und 7° erwähnt sind und die die Hauptzüge der Landschaft entweder berücksichtigen, strukturieren oder neu gestalten, kann die Genehmigung in Abweichung des Sektorenplanes, eines kommunalen Raumordnungsplans, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines Fluchtlinienplans erteilt werden».

B.10.3. Im Übrigen wurde Artikel 110 des WGBRSE durch Artikel 3 desselben Dekrets vom 27. Oktober 2005 aufgehoben.

B.10.4. Der Hof prüft Artikel 127 des WGBRSE in der durch Artikel 87 des Programmdekrets abgeänderten und vor seiner erneuten Abänderung durch Artikel 5 Absatz 3 des vorerwähnten Dekrets vom 27. Oktober 2005 angewandten Fassung.

B.11. Artikel 87 des angefochtenen Dekrets war in der Begründung wie folgt gerechtfertigt worden:

«Der Textentwurf bezweckt eine administrative Vereinfachung der Genehmigungen, die sich aus der operationellen Maßnahme der Regierung auf dem Gebiet der Raumordnung ergeben oder damit verbunden sind. So wird der Begriff ' öffentliche Genehmigung ' auf alle geplante Handlungen und Arbeiten ausgedehnt, sei es in dem durch die

Regierung anerkannten Bereich für Gebiete für Wirtschaftstätigkeiten im Sinne des Dekrets über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, sei es im Bereich von Bauerwartungsgebieten mit industriellem Charakter oder im Bereich eines stillgelegten Standortes für Wirtschaftstätigkeiten oder aber in einem Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen im Sektorenplan.

Der Textentwurf sieht vor, dass diese Bereiche und Gebiete, für die erhebliche Mittel der Region bereitgestellt werden, Gegenstand einer echten Bodenpolitik der Regierung werden, indem sie Projekten zugänglich gemacht werden, mit denen das spezifische Verfahren der öffentlichen Genehmigung verbunden ist, einschließlich der für sie geltenden abweichenden Mechanismen» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2004-2005, Nr. 74-1, SS. 10 und 108).

Zu dem Entwurf des Artikels wurde folgender Kommentar abgegeben:

«Artikel 127 regelt das besondere Verfahren zur Erteilung der Genehmigungen bezüglich öffentlicher Arbeiten oder solcher, die durch öffentliche Personen eingereicht werden, durch die Regierung oder den beauftragten Beamten.

Es wird vorgeschlagen, den Anwendungsbereich von Artikel 127 auf folgende Fälle auszudehnen:

1. wenn Handlungen und Arbeiten in einem Gebiet für gemeinschaftliche Anlagen vorgesehen sind;
2. wenn es sich um Handlungen und Arbeiten handelt, die an einem stillgelegten Standort für Wirtschaftstätigkeiten erfolgen, dessen Bereiche vorläufig festgelegt werden, oder an einem Standort für die Sanierung von Landschaft und Umwelt;
3. wenn es sich um Handlungen und Arbeiten bezüglich der Erschließung eines Gebietes für Wirtschaftstätigkeiten handelt.

Im Textentwurf ist vorgesehen, dass es der Regierung obliegt, das regionale Interesse gewisser Handlungen und Arbeiten anzuerkennen, und in diesen Fällen wird dem beauftragten Beamten keine Ermächtigung erteilt.

Der Entwurf des Artikels entspricht der Stellungnahme des Staatsrates, insofern er Artikel 110 des Gesetzbuches auf die Erteilung gewisser Genehmigungen, die den öffentlichen Genehmigungen in Artikel 127 gleichgestellt sind, zur Anwendung bringt» (ebenda, SS. 32 und 126-127).

B.12. In einem ersten Teil bemängelt die klagende Partei, dass die vorerwähnte Bestimmung, indem die drei neuen Fälle, in denen der beauftragte Beamte für die Erteilung einer Genehmigung zuständig sei, den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung missachte, da diese Befugnisübertragung nicht objektiv und vernünftig gerechtfertigt sei. In einem zweiten Teil führt sie an, der neue Artikel 127 § 3 des WGBRSE, der aus Artikel 87 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 hervorgegangen sei, sehe vor, dass in zwei, in diesem Teil erwähnten Fällen der beauftragte Beamte oder die Regierung die Genehmigung entweder auf der Grundlage von Artikel 110 des WGBRSE oder durch eine Abweichung vom kommunalen Raumordnungsplan, von einer kommunalen Städtebauordnung oder einem Fluchtlinienplan erteilen könne. Der angefochtene Artikel verletze somit Artikel 23 der Verfassung.

B.13.1. Bis zu seiner Abänderung durch Artikel 87 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 behielt Artikel 127 des WGBRSE die Sonderregelung für die Erteilung der «öffentlichen Genehmigungen», die ein erleichtertes Verfahren einführt, wobei die Gemeinden eine beratende Rolle erhielten und Abweichungen erleichtert wurden, drei Fällen vor: demjenigen der Genehmigungen, die durch eine der durch die Regierung aufgezählten Personen öffentlichen Rechts beantragt wurden, demjenigen, der sich auf gemeinnützige Handlungen und Arbeiten bezog, und demjenigen, der Handlungen und Arbeiten auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden betraf. Der angefochtene Artikel 87 dehnt den Anwendungsbereich dieser Genehmigungen auf drei neue Fälle aus: denjenigen der Handlungen und Arbeiten in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen des Sektorenplans im Sinne von Artikel 28 des WGBRSE, denjenigen der Handlungen und Arbeiten in Bereichen von zu sanierenden Standorten für Wirtschaftstätigkeiten im Sinne der Artikel 168 § 1 Absatz 1 und 182 des WGBRSE, und schließlich denjenigen der Handlungen und Arbeiten in dem Bereich, der in Artikel 1 Nr. 5 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten vorgesehen ist. In diesen drei Fällen können die Arbeiten vorgenommen werden, und dies geschieht oft auf Initiative von Privatpersonen. Außerdem dehnt dieselbe Bestimmung den Anwendungsbereich der Abweichungen auf diejenigen aus, die in Artikel 110 des WGBRSE vorgesehen sind. Sie ermöglicht es ebenfalls, von den kommunalen Raumordnungsdokumenten abzuweichen (kommunaler Raumordnungsplan, kommunale Städtebauordnung, Fluchtlinienplan).

B.13.2. Die doppelte Erweiterung des Anwendungsgebietes von Artikel 127 des WGBRSE durch den angefochtenen Artikel 87 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 dient, wie in B.11 in Erinnerung gerufen wurde, zu einer administrativen Vereinfachung zu Gunsten der Genehmigungen, die sich aus der operationellen Maßnahme der Regierung im Bereich der Raumordnung ergeben oder damit zusammenhängen. Die angefochtene Bestimmung, die den Vorteil von Artikel 110 für Genehmigungsanträge im Sinne des neuen Artikels 127 des WGBRSE einführt, kann nicht als ein erheblicher Rückschritt hinsichtlich des Schutzes des Rechtes auf eine gesunde Umwelt ausgelegt werden, da gemäß Artikel 110 Abweichungen von der Gebietseinteilung im Sektorenplan bereits für «Bauten und Ausrüstungen öffentlicher oder gemeinschaftlicher Dienststellen» erlaubt waren. Die durch den angefochtenen Artikel 87 eingeführten drei neuen Fälle scheinen allesamt zu dieser Art von Handlungen und Arbeiten zu gehören. Hinzu kommt, dass Artikel 110 des WGBRSE ebenfalls abgeändert wurde und besagt, dass Abweichungen für Handlungen und Arbeiten zulässig sind, sofern sie «die Hauptzüge der Landschaft entweder berücksichtigen, strukturieren oder neu gestalten». Da schließlich Artikel 114 des WGBRSE auf Artikel 110 anwendbar ist, können gemäß dieser Bestimmung Abweichungen «ausnahmsweise» durch die Regierung für die Ansiedlung dieser Art von Gebäuden erteilt werden. Es obliegt der Verwaltungsbehörde, ihre Entscheidungen zu begründen, wobei sie sich für jeden Genehmigungsantrag auf objektive Elemente stützen muss, durch die sich die Bedingungen der neuen Abweichung vernünftig rechtfertigen lassen.

Schließlich sind die drei neuen Fälle, in denen Abweichungen zulässig sind, vernünftig gerechtfertigt angesichts der in B.11 in Erinnerung gerufenen Zielsetzung des Dekretgebers und betreffen sie ausreichend spezifische Rechtssituationen, um eine sich von den anderen, im WGBRSE vorgesehenen Situationen unterscheidende Regelung zu erlauben.

B.14. Insofern er sich auf Artikel 87 bezieht, ist der Klagegrund nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 55 des Programmdekrets der Wallonischen Region vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung hinsichtlich der in Anwendung dieser Bestimmung erteilten Genehmigungen, die vor dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Urteils im *Belgischen Staatsblatt* wirksam geworden sind, aufrecht;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. September 2006.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.